

COURS ABRÉGÉ
En développement
international

Bourses d'études canadiennes
de la reine Elizabeth II

Introduction

But

Le présent cours abrégé s'adresse aux boursiers de la reine Elizabeth II (BRE) qui sont appelés à se rendre, à ce titre, dans un pays en développement sans avoir déjà suivi de cours structurés sur le développement international. Il peut également présenter un intérêt pour les boursiers qui ont suivi de tels cours structurés, mais qui souhaiteraient rafraîchir leurs connaissances sur l'histoire, la théorie et les aspects pratiques du développement international.

Le cours ne vise nullement à remplacer l'apprentissage approfondi apporté par les cours universitaires complets. Il vise plutôt à donner aux BRE la possibilité de se familiariser avec les intervenants, les stratégies et les objectifs du développement international, pour ensuite s'interroger sur leur propre rôle en tant que Canadiens désireux de contribuer au développement d'autres pays et de parfaire leurs connaissances à cet égard.

Enfin, ce cours abrégé a pour ambition de stimuler la réflexion et la curiosité au sujet des pratiques efficaces avant, pendant et après l'expérience vécue par les BRE.

Objectifs

Au terme de ce cours abrégé, les participants devront s'être familiarisés avec les aspects suivants et souhaiter parfaire leurs connaissances :

- Le contexte historique qui a rendu le développement international nécessaire et qui a façonné les pratiques en la matière;
- l'éventail des organisations mises sur pied au profit du développement international, et l'évolution des démarches adoptées;
- les grands débats actuels concernant l'efficacité des stratégies de développement;
- les rôles que peuvent jouer les boursiers, ainsi que les défis qu'ils devront relever en contribuant au développement et en tirant des enseignements de leur expérience à l'étranger.

Le cours vise également à inciter les participants à connaître l'histoire, les intervenants, les démarches et les débats propres au développement dans le pays où ils seront appelés à étudier ou à faire de la recherche.

Modules

- I. Contexte historique**
- II. Organisations et démarches**
- III. Débats sur les stratégies**
- IV. Rôles et défis des boursiers de la reine Elizabeth II**

Des précisions sur chacun de ces modules sont apportées dans les pages suivantes.

Calendrier

Chaque participant devra consacrer au moins 16 heures à ce cours, à raison d'environ 4 heures par module.

Il est recommandé aux BRE de suivre ce cours ou un cours similaire offert par leur université avant de se rendre dans un pays en développement.

Module I : Contexte historique

Objectifs

1. Objectif global : Favoriser la prise en compte du contexte historique qui a été à l'origine de la nécessité du développement international et a façonné les pratiques.
2. Objectif propre à chaque pays : Stimuler la lecture et la réflexion au sujet de l'incidence du passé colonial du pays concerné sur le développement, de ses relations pendant la guerre froide et de son rôle actuel au sein de l'économie mondiale.

Aperçu

La plupart des pays qui accueillent des BRE ont été des colonies britanniques avant leur indépendance.

Les colonies espagnoles et portugaises d'Amérique latine ont acquis leur indépendance au XIX^e siècle. Les colonies britanniques et françaises ne l'ont pour leur part acquise qu'après la Seconde Guerre mondiale.

La colonisation a eu une profonde incidence sur la société de chacune des anciennes colonies.

Les frontières géographiques des colonies ont été établies par les Européens en fonction de leurs intérêts et des luttes de pouvoir dans lesquelles ils étaient engagés. Aucune considération n'a été accordée à la viabilité d'éventuels États indépendants.

Les systèmes politiques en place favorisaient la gouvernance et le contrôle des colonies, mais non la démocratie.

Sur le plan économique, les colonies étaient gérées de manière à en exploiter les ressources naturelles. Dans les pires des cas, elles l'étaient aussi de manière à fournir des esclaves et à exploiter les récoltes issues de leur travail. L'industrie de pointe était découragée, voire illégale.

Les inégalités sociales étaient accentuées par les régimes fonciers, garants de richesses et de pouvoirs immenses pour les élites en place. Dans les sphères éducatives et gouvernementales, les langues autochtones étaient reléguées au rang de langues secondaires, voire interdites.

La transformation des colonies d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique ou des Caraïbes en États fonctionnels s'est révélée un défi de longue haleine. Dans le cas de nombreuses anciennes colonies, ce défi s'est trouvé amplifié par la guerre froide, ainsi que par le système économique mondial qui, encore aujourd'hui, favorise les pays riches par ses politiques en matière de commerce, de migration, et même d'aide.

Exercices

1. Indiquez quel est le jour férié national le plus important dans votre pays partenaire, à savoir le pays où vous vous rendez. _____ Que célèbre-t-il?

Si ce pays a été une colonie, à quand remonte son indépendance? _____

2. Voici une série de liens vers des classements internationaux portant sur divers aspects du développement :

Revenu

[Statistiques de la Banque mondiale sur le revenu national brut par habitant](#)

Développement humain

[Rapports sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement \(PNUD\)](#)

Égalité des sexes

[Forum économique mondial : Rapport sur l'écart entre les sexes à l'échelle mondiale](#)

Santé

[UNICEF : La situation des enfants dans le monde](#)

Gouvernance

[Transparency International: Corruptions Perception Index](#)

Indiquez le dernier rang occupé à ce jour par le Canada dans chacun de ces classements internationaux et comparez-le à celui de votre pays partenaire.

<u>Rang</u>	<u>Canada</u>	<u>Votre pays partenaire</u>
Revenu national brut par habitant	_____	_____
Indice du développement humain	_____	_____
Écart entre les sexes	_____	_____
Mortalité avant cinq ans	_____	_____
Perception de la corruption	_____	_____

3. Sous forme d'énumération ou de court texte, indiquez les principaux facteurs historiques qui, d'après vous, sont à l'origine des différences de classement entre votre pays partenaire et le Canada. Prenez en compte :
 - i) le passé colonial de votre pays partenaire, jusqu'à son accession à l'indépendance;
 - ii) ses relations internationales pendant la guerre froide (de 1945 à 1990);
 - iii) son rôle actuel au sein de l'économie mondiale (entre autres sur les plans du commerce et de la migration).

4. Indiquez les adresses de trois sites Web, articles en ligne ou ouvrages en ligne permettant d'en apprendre davantage sur l'histoire du développement de votre pays partenaire.

Suggestions de lectures en ligne

Hickel, Jason. « [Africa, Geology and the March of the Development Technocrats](#) », *Pambazuka News*, 16 février 2010.

Vinding, Diana (dir.). *[Indigenous Peoples and The Millennium Development Goals: Perspectives from Communities in Bolivia, Cambodia, Cameroon, Guatemala and Nepal](#)*, Organisation internationale du travail, 2006.

Bruhn, Miriam et Francisco A. Gallego. *[Good, Bad, and Ugly Colonial Activities: Studying Development across the Americas](#)*, Banque mondiale, 2008.

Ouvrage facile à trouver

Diamond, Jared. *Guns, Germs and Steel*, WW Norton, 1999.
(Cet ouvrage se trouve facilement en librairie ou en bibliothèque.)

Module II : Organisations et démarche

Objectifs

1. Objectif global : Présenter l'éventail des organisations mises sur pied au profit du développement international et l'évolution de leurs démarches : stimulation exogène de la croissance économique au départ, puis réponse directe aux besoins de base, et enfin actuellement, établissement de partenariats destinés à soutenir les processus holistiques qui associent la réduction de la pauvreté à la promotion des droits de la personne, de l'égalité des sexes, des pratiques écologiques et de la bonne gouvernance.
2. Objectif propre à chaque pays : Stimuler la lecture et la réflexion au sujet de l'incidence, sur votre pays partenaire, de ses relations avec les organisations de développement international ainsi que de ses choix stratégiques et de ceux des divers intervenants du développement.

Aperçu*

Organisations

L'expression « développement international » est née à la fin de la Seconde Guerre mondiale avec la création conjointe, par les pays les plus riches (qui étaient également les plus industrialisés), d'une série d'organisations internationales, comme la Banque mondiale ou encore de diverses agences des Nations Unies chargées de venir en aide aux pays émergents, plus pauvres.

Par la suite, les pays riches, souvent qualifiés aujourd'hui de « pays du Nord », se sont chacun dotés de leurs propres organisations nationales chargées d'assurer le soutien « bilatéral », à savoir celui d'un État par un autre (Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada, par exemple). Des organisations non gouvernementales (ONG) internationales, y compris des organisations de nature confessionnelle, ont par ailleurs vu le jour afin de favoriser l'action individuelle au profit des populations.

Dans l'hémisphère Sud, des ONG endogènes et des mouvements sociaux luttant pour l'intégration ont vu le jour et n'ont depuis cessé d'œuvrer au développement. Ils ont donné naissance à des ONG internationales basées au Sud. Un certain nombre de pays du Sud affichent aujourd'hui un niveau de développement qui leur permet de mettre sur pied leurs propres organisations d'aide internationale.

Vous trouverez ci-dessous quelques exemples des multiples organisations et mouvements qui contribuent aujourd'hui au développement international. Vous en connaissez peut-être d'autres, dont le mandat correspond davantage à vos intérêts.

1. Organisations internationales

1.1 Nations Unies

[Programme des Nations Unies pour le développement \(PNUD\)](#)

[Fonds des Nations Unies pour l'enfance \(UNICEF\)](#)

[Programme alimentaire mondial \(PAO\)](#)

[Fonds des Nations Unies pour la population \(FNUAP\)](#)
[Organisation mondiale de la santé \(OMS\)](#)
[Programme des Nations Unies pour l'environnement \(PNUE\)](#)
[Programme des Nations Unies pour l'habitat humain \(ONU-HABITAT\)](#)
[Volontaires des Nations Unies \(VNU\)](#)
[Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes \(ONU Femmes\)](#)

1.2 Banques de développement multilatéral

[Banque mondiale](#)
[Banque asiatique de développement \(BasD\)](#)
[Banque africaine de développement \(BAfD\)](#)
[Banque interaméricaine de développement \(BID\)](#)
[Banque européenne pour la reconstruction et le développement \(BERD\)](#)

2. Organisations nationales axées sur le développement international

2.1 Organisation de pays du Nord

[Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada](#)
[Agence française de développement](#)
[Ministère du Développement international du Royaume-Uni \(DFID\)](#)
[Agence suédoise de coopération pour le développement international \(SIDA\)](#)
[Agence de coopération technique allemande \(GIZ\)](#)

2.2 Organisations de pays du Sud

[Agence brésilienne de coopération \(ABC\)](#)

3. ONG internationales

[Inter Pares](#)
[Oxfam](#)
[Réseau de développement Aga Khan \(AKDN\)](#)
[Comité pour le progrès rural du Bangladesh \(BRAC\)](#)

3.1 Organisations qui dépêchent des bénévoles sur le terrain

[CUSO-VSO](#)
[Carrefour canadien international](#)
[Service bénévole outremer \(VSO\)](#)

Démarches

Au début du développement international, le niveau de « développement » d'un pays, et donc son besoin d'aide internationale, était déterminé en fonction de son revenu par habitant. On considérait alors que les pays riches se devaient d'aider les pays pauvres en leur apportant aide matérielle et connaissances.

Au départ, la principale stratégie des grandes organisations a consisté à stimuler la croissance économique de manière exogène (au moyen, par exemple, de prêts internationaux et d'assistance technique pour les mégaprojets d'infrastructures comme des barrages). On espérait ainsi faire régresser la pauvreté grâce aux retombées de la croissance économique. Au cours des années 1970 toutefois, devant le faible recul de la pauvreté observé, la démarche des organisations a évolué, l'essentiel de leur action consistant dès lors à répondre aux besoins de base – toujours de manière exogène – par des projets directement profitables aux démunis (réponse aux besoins en eau des populations locales, amélioration des moyens de subsistance traditionnels grâce à des technologies appropriées, prestation de soins de santé primaires, éducation, etc.).

Aujourd'hui, bien que la réduction de la pauvreté reste une préoccupation centrale des organisations de développement international ainsi que, souvent dans une optique d'intégration, des ONG et des mouvements sociaux, le concept de développement ne cesse de s'élargir. Le développement est désormais perçu comme passant non seulement par la réduction de la pauvreté, mais également par le renforcement de la protection des droits de la personne, de l'égalité des sexes, de la qualité de l'environnement et de la gouvernance démocratique. Le développement est de plus en plus considéré comme un processus holistique et permanent, alimenté depuis l'intérieur de la société, et non dirigé depuis l'extérieur.

Comme l'affirme la Déclaration des Nations Unies sur le droit au développement, de 1986, « (...) le développement est un processus global, économique, social, culturel et politique, qui vise à améliorer sans cesse le bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus, sur la base de leur participation active, libre et significative au développement et au partage équitable des bienfaits qui en découlent ». (Citation issue de la Déclaration des Nations Unies sur le droit au développement)

De ce point de vue, tous les pays sont aujourd'hui engagés dans un processus de développement, et sont donc à même d'apprendre les uns des autres. Il en découle que le développement *international* est de moins en moins assimilé au seul apport, par les pays du Nord, d'argent et d'expertise visant à favoriser la croissance des pays pauvres du Sud. Le développement international est de plus en plus perçu aujourd'hui comme une entreprise de coopération économique entre les États et leurs populations (fondée, par exemple, sur le commerce équitable), de partage des responsabilités envers les personnes (par la protection des droits de la personne, par exemple), de gouvernance conjointe (touchant, par exemple, la gestion des ressources mondiales comme les océans et l'atmosphère), ainsi que d'apprentissage mutuel (des technologies, de la microfinance, du développement communautaire et des nombreux autres outils de développement, par exemple).

** Certaines parties de ce résumé ont à l'origine été rédigées pour un cours offert par le Centre d'interprétation interculturelle de la University of British Columbia.*

Exercices

1. Recherchez des sites Web consacrés à des projets de développement en cours dans les zones urbaines et rurales du pays où vous vous rendez pour y étudier, y effectuer un stage ou y faire de la recherche. Soyez à l'affût des projets qui semblent efficaces, axés à la fois sur la réduction de la pauvreté ainsi que sur le renforcement des droits de la personne, de l'égalité des sexes, de la protection de l'environnement et de la bonne gouvernance.

Indiquez les adresses de deux sites Web de ce type, l'un consacré à un projet en zone urbaine et l'autre à un projet en zone rurale et financés par : i) Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada; ii) une organisation nationale de développement autre que canadienne; iii) une banque de développement multilatéral (Banque mondiale, BASD, BID, etc.); iv) une grande ONG internationale; ou v) un mouvement social endogène.

	<i>Projet en zone urbaine</i>	<i>Projet en zone rurale</i>
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada	_____	_____
Organisation nationale de développement autre que canadienne	_____	_____
Banque de développement multilatéral	_____	_____
ONG	_____	_____
Mouvement social	_____	_____

Si vous aviez l'occasion de travailler pour l'un de ces projets, lequel choisiriez-vous? Pourquoi?
Votre choix : _____

Vos raisons : _____

2. Consultez le site Web consacré aux Objectifs du millénaire pour le développement (ODM) des Nations Unies. Sur la page d'accueil, cliquez sur chacune des rubriques de la colonne de droite pour découvrir les cibles associées à chacun des huit ODM, ainsi qu'un résumé des progrès réalisés à l'échelle mondiale vers l'atteinte des cibles que comportent les ODM en question.

Sous forme d'énumération, indiquez : i) les cibles et (ou) les objectifs précis qui devraient selon vous être privilégiés là où vous vous rendez pour y effectuer des études, un stage ou de la recherche; ii) les objectifs et (ou) les cibles qui vous semblent moins pertinents, si tel est le cas;

iii) les façons dont les études, le stage ou la recherche que vous effectuerez dans votre pays partenaire contribueront, si tel est le cas, à l'atteinte des ODM dans le pays en question.

ODM du millénaire à privilégier : _____

ODM moins pertinents :

Votre contribution : _____

Suggestions de lectures en ligne

Goody, Allison. *International Development: The Aid Effectiveness Debate*, Bibliothèque de Parlement, 2009.

Chambers, Robert. *Paradigms, Poverty and Adaptive Pluralism*, document de travail de l'IDS n° 344, 2010.

Revkin, Andrew C. « [A Conversation with Gro Harlem Brundtland; 20 Years Later, Again Assigned to Fight Climate Change](#) », *The New York Times*, 8 mai 2007.

[“Our Common Future”](#)

Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada, *Gouvernance*, 2011.

Ouvrage facile à trouver (ou accessible en ligne)

Commission mondiale sur l'environnement et le développement – Commission Brundtland. *Notre avenir à tous*, 1987.

Module III : Débats sur les stratégies

Objectifs

1. Objectif global : Sensibiliser les étudiants aux débats mondiaux sur l'efficacité des diverses stratégies de développement.
2. Objectif propre à chaque pays : Inciter les étudiants à lire et à analyser les débats consacrés au développement qui ont cours dans leur pays partenaire et qui portent sur ce pays.

Aperçu

Bien que les progrès technologiques aient fortement contribué au développement, ce dernier n'en reste pas moins un processus stratégique qui comporte la prise de décisions : qui doit contrôler les ressources, comment doivent-elles être allouées, à qui doivent-elles profiter?

Compte tenu de l'ampleur des enjeux et de la gamme des réponses possibles à ces questions, il n'est pas étonnant que ces dernières fassent l'objet de nombreux débats.

Même la question de savoir si les pays riches doivent ou non tenter d'aider tous les pays pauvres fait débat. Nombreux sont ceux qui le croient et estiment qu'il faut plutôt s'interroger sur les stratégies les plus efficaces. Comme nous l'avons vu dans le cadre du module précédent, la démarche privilégiée en matière de développement a évolué, passant de la simple stimulation de la croissance économique à l'établissement de partenariats au profit de processus de développement holistiques. Cette évolution laisse toutefois la porte ouverte à un autre débat : quels processus de développement holistiques l'aide internationale doit-elle privilégier?

L'un des principaux débats à ce sujet porte sur le rôle de l'État, et donc des gouvernements. Dans les années 1990, on en est venu, au sein des cercles du pouvoir, à estimer de plus en plus que le rôle des gouvernements devait être atténué, la stratégie la plus efficace en matière de développement passant par la privatisation, la déréglementation, le libre-échange et la réduction de la fiscalité. Ce point de vue a été qualifié de néo-libéralisme (en particulier par ses opposants). Il a fait l'objet du « consensus de Washington », intervenu entre la Banque mondiale, d'autres grandes organisations basées à Washington et le gouvernement américain.

Les thèses néolibérales sont décriées par un grand nombre de personnes, qui souhaitent que les gouvernements – à savoir les autorités en place soutenues, au besoin, par l'armée et la police – jouent un rôle important sur le plan socioéconomique, et (ou) que les collectivités, les ONG et les organisations de la société civile jouent un rôle marqué sur ce plan afin que le maintien de l'ordre soit assuré non pas par la force, mais plutôt grâce à l'existence de valeurs et de normes communes.

Un débat oppose actuellement ceux qui prônent des gouvernements nationaux centralisateurs (s'employant, par exemple, à contrer les disparités régionales et à renforcer la coordination), et ceux qui prônent plutôt la décentralisation (garante, selon eux, d'une gouvernance à la fois souple et sensible aux besoins locaux).

Dans les grandes villes, des débats du même ordre ont cours entre ceux qui prônent la constitution de grandes municipalités centralisatrices et les partisans d'une relative autonomie des municipalités locales ou des quartiers. L'avènement de « processus d'élaboration budgétaire participatifs » dans un certain nombre de villes du Sud apparaît comme une solution intéressante à ce dilemme.

Un autre débat intense agite les villes du Sud en rapide expansion, à savoir l'hébergement et les emplois « clandestins » : les squatteurs et les vendeurs itinérants sans permis doivent-ils être chassés par la force, comme on a fréquemment tenté de le faire sans succès, ou doit-on accepter les pratiques qui sont les leurs, par exemple en les légalisant?

Dans les zones rurales, les populations qui dépendent des ressources naturelles, comme celles issues de la pêche, ont longtemps débattu avec les gouvernements la gestion du contrôle de l'accès à ces ressources. L'exercice n'a pas été vain : de nombreux régimes de cogestion, prometteurs, sont en train de voir le jour.

Quelle que soit l'échelle, les politiques économiques oscillent entre ce que prônent d'une part les tenants de la spécialisation et d'une croissance fondée sur les exportations et, d'autre part, les partisans de la diversification et du remplacement des importations. Les incidences sociales de la microfinance font également débat.

De manière générale, au Sud comme au Nord, les débats sur le développement sont centrés sur les vertus relatives de trois démarches différentes visant à répondre aux besoins des populations, respectivement fondées sur la concurrence, l'initiative privée et le marché, sur l'action des divers ordres de gouvernement, et sur la coopération communautaire.

Exercices

1. Consultez le site Web des Nations Unies consacré aux « [débats Munk](#) ». Devenez-en membre (cela est gratuit et ne prend que quelques secondes). Cliquez ensuite sur « The Debates » (Les débats), puis sur « Foreign Aid » (Aide étrangère).

Lisez la transcription, du débat intitulé « Be it Resolved Foreign Aid Does More Harm than Good » (L'aide étrangère fait plus de tort que de bien), qui oppose les tenants de cette position, Dambisa Moyo et Hernando de Soto, à ses opposants, Stephen Lewis et Paul Collier.

Quel clan vous semble le plus convaincant? Les tenants _____ Les opposants _____

En une phrase, expliquez pourquoi. _____

Avec quel clan êtes-vous d'accord? Les tenants _____ Les opposants _____

En une phrase, expliquez pourquoi. _____

-
2. Il existe probablement dans votre pays partenaire un certain nombre de débats sur les meilleures démarches en matière de développement, y compris celles à privilégier pour le pays en question. Citez un débat de longue date ou brûlant axé sur chacun des deux thèmes mentionnés ci-dessous. Précisez les positions des deux clans, et indiquez à quelle catégorie appartiennent les défenseurs de celles-ci. Indiquez enfin deux sites Web consacrés à chaque débat que vous avez trouvé utiles.

Croissance économique et/ou réduction de la pauvreté

Quel est l'enjeu du débat?

Position A? _____ Défenseurs : _____

Position B? _____ Défenseurs : _____

Sites Web utiles : 1) _____ 2) _____

Planification urbaine et prestation de services ou gestion des ressources naturelles

Quel est l'enjeu du débat?

Position A? _____ Défenseurs : _____

Position B? _____ Défenseurs : _____

Sites Web utiles : 1) _____ 2) _____

3. Songez à un débat sur le développement susceptible de mobiliser des membres de votre organisation partenaire. Indiquez quel pourrait en être l'enjeu, quelles pourraient être les positions des deux clans, et quelle serait la vôtre en tant qu'observateur ou participant au débat.

Quel serait l'enjeu du débat?

Position A? _____

Position B? _____

Votre position? _____

Suggestions de lecture

Stewart, Brian. Is Dambisa Moyo right about cutting aid to Africa?, CBC News, 4 juin 2009.

Bello, Walden. « Beyond the Washington Consensus », *Asia Times Online*, 26 septembre 2007.

Compte rendu d'une conférence de Cristobal Kay intitulée « Latin American Development Theories and Neoliberalism », *Cerlac Bulletin*, vol. 3. n° 3, 2004.

[Entretien avec Naomi Klein sur son livre *The Shock Doctrine*](#), *Red Pepper Magazine*, octobre-novembre 2007.

Petras, James. « Ecology and Indian Movements: Diversity with Inequality is Not Social Justice », *Global Research*, 14 octobre 2008.

Ahiakpor, James C. W. « Mystifying the Concept of Capital: Hernando de Soto's Misdiagnosis of the Hindrance to Economic Development in the Third World », *The Independent Review*, vol. XIII, n° 1, 2008.

Pepall, Jennifer. « Bangladeshi Women and the Grameen Bank » (consacré à l'étude d'Aminur Rahman), CRDI, 1998.

Module IV : Rôles et défis des boursiers de la reine Elizabeth II

Objectifs

1. Objectif global : Explorer de nouveaux moyens pour les boursiers de contribuer au développement à l'étranger, ainsi que des types d'apprentissage à envisager.
2. Objectif propre à chaque pays : Inciter les boursiers à bien cerner les occasions à saisir et les défis à relever dans le cadre du séjour effectué grâce à leur bourse d'études.

Aperçu

La contribution la plus aisément observable qu'un stagiaire puisse apporter au développement consiste à accomplir rigoureusement les tâches qui lui sont attribuées, dans le cadre de l'énoncé de mission de son organisation partenaire. Ces tâches peuvent consister en des activités de recherche, de rédaction, d'organisation, de facilitation, d'enseignement ou autres.

Que les objectifs d'une tâche soient ou non entièrement atteints, la manière de l'entreprendre peut avoir des répercussions sur les résultats. Par exemple, qu'un rapport de recherche présente clairement ou non l'information que l'on en attend, son processus de préparation et de diffusion peut avoir des répercussions positives ou négatives sur les relations sociales (à savoir sur les relations au sein des collectivités ou des organisations, ou entre chercheurs et répondants). Ce processus peut avoir pour effet de renforcer les uns et de nuire aux autres.

Parfois, les conséquences imprévues d'une activité de développement peuvent être plus importantes que celles qu'on en attendait. Il suffit de songer, par exemple, à l'incidence du placement en pensionnat des enfants autochtones au Canada.

En matière de développement, les conséquences imprévues se traduisent entre autres par des changements – tantôt pour le mieux, tantôt pour le pire – en matière : i) de capital social; ii) d'apprentissage social; iii) de motivation et d'aptitudes à la planification participative; iv) d'égalité des sexes.

L'intérêt des organisations de développement pour le *capital social* remonte aux années 1990. En résumé, le capital social repose sur les réseaux sociaux, sur les normes de comportement social et sur la confiance. Différentes formes de capital social ont été relevées, parmi lesquelles les liens au sein des groupes et les passerelles. Bien qu'un capital social solide constitue souvent un atout pour le développement, il peut également y nuire si l'on tire parti de la solidarité au sein d'un groupe pour opprimer autrui. Contrairement aux autres formes de capitaux, qui se dissipent si on les exploite, le capital social s'étoffe au fil de son exploitation : la confiance engendre la confiance.

L'*apprentissage social* est le processus qui conduit les groupes et les sociétés à tirer des leçons de leur expérience. Il comprend ce que Paulo Freire appelle la « conscientisation », à savoir la compréhension progressive des forces relativement difficiles à cerner qui sont à l'origine des

conditions sociales existantes. Cette compréhension peut naître des tentatives de résolution de problèmes sociaux, à l'échelle politique ou locale. Elle peut éclore au sein d'une organisation, d'une collectivité ou d'un pays.

Enfin, la **planification participative** consiste, pour les gens appelés à bénéficier des projets de développement, à contribuer à ceux-ci ou à être touchés par ces projets de quelque manière que ce soit, à établir des objectifs, à formuler des idées, à évaluer diverses options en fonction de leurs connaissances ou de leur expertise technique, et parfois à prendre des décisions. C'est dans le cadre de ce processus qu'intervient l'apprentissage social. Ce processus conduit en outre, dans bien des cas, au renforcement du capital social. La planification participative peut être encadrée par la recherche-action participative (RAP) et favorisée par des outils conviviaux dits d'évaluation participative en milieu rural (EPMR).

Apprentissage

Les travailleurs du développement peuvent maximiser leur contribution nette en devenant des « intervenants adeptes de la réflexion », qui ne cessent de tirer des leçons de leurs expériences.

Voici quelques-unes des questions qu'un intervenant adepte de la réflexion est susceptible de se poser :

- Quelles sont les limites de mes connaissances, et combien de temps suis-je en mesure de consacrer à mon séjour?
- Comment puis-je éviter de nuire involontairement au développement? (Réponses possibles : en procédant à une analyse des « aspects sexospécifiques », en respectant le « principe de précaution », en renforçant les aptitudes à la planification participative, etc.)
- Quels grands principes dois-je respecter pour travailler aux côtés de gens dont les perceptions du développement et les valeurs diffèrent des miennes?
- Comment puis-je faire face à l'incertitude, à la complexité, aux problèmes de communication et aux conflits indissociables de tout séjour à l'étranger?
- Comment puis-je en apprendre le plus possible sur les enjeux et les solutions novatrices liés au développement, et ce, aussi bien grâce à mes partenaires organisationnels que grâce aux autres personnes rencontrées à l'étranger?
- Comment tirer parti au maximum de mon apprentissage à l'étranger pour m'acquitter de mes responsabilités en tant que citoyen canadien responsable?

Exercices

1. De quelle manière pourriez-vous effectuer les tâches précises associées à votre bourse et participer à la vie de votre organisation partenaire, de manière à contribuer indirectement au renforcement...

du capital social?

de l'apprentissage social?

de la planification participative?

de l'égalité des sexes?

2. Dans le cadre d'une bourse comme le vôtre, quels facteurs pourraient avoir une incidence négative sur...

le capital social?

l'apprentissage social?

la planification participative?

l'égalité des sexes?

3. « Donner un poisson à un homme, c'est le nourrir pour une journée. Lui apprendre à pêcher, c'est le nourrir pour la vie. » Qu'est-ce qui cloche dans cet adage?
-

4. Un séjour à l'étranger offre diverses possibilités d'apprentissage touchant les enjeux et les stratégies novatrices liés au développement. Auprès de qui et par quel moyen comptez-vous bénéficier d'un tel apprentissage?
-
-
-

Suggestions de lecture

Banque mondiale. *Overview: Social Capital*.

Jones, Harry. *Taking responsibility for complexity*, Overseas Development Institute, 2011.

Organisation des États américains. *Inter-American Strategy for the Promotion of Public Participation in Sustainable Development Decision-Making*, 2001.

Chambers, Robert. « The Origins and Practice of Participatory Rural Appraisal », *World Development*, vol. 22, n° 7, pp. 953-969, 1994.

Chambers, Robert. *Who Counts? The Quiet Revolution of Participation and Numbers*, document de travail de l'IDS n° 296, 2008.

Grenier, Louise. *Connaissances indigènes et recherche : un guide à l'intention des chercheurs*, CRDI, 1998.

UNESCO Bangkok, *Role of Men and Boys in Promoting Gender Equality*, 2004.

Ouvrage facile à trouver

Freire, Paulo. *Pédagogie des opprimés*, 1969. Dernière édition française parue en 2001 aux éditions La découverte.

Conclusion

Merci d'avoir suivi ce cours abrégé sur le développement international

L'AUCC vous souhaite la meilleure des chances dans le cadre de ce que vous entreprenez grâce à votre bourse d'études de la reine Elizabeth II. Ne manquez pas de nous faire part de votre expérience!